

LIMOGES METROPOLE

EXTRAIT DES PROCES VERBAUX DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SEANCE DU 24 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq le mardi vingt-quatre juin à dix-huit heures, le conseil communautaire de Limoges Métropole, légalement convoqué le 18 juin 2025, par le Président, s'est réuni en séance publique à la maison de la Région Nouvelle Aquitaine - site de Limoges, sous la présidence de Guillaume GUERIN, Président.

Gaston CHASSAIN, Vice-Président, désigné au scrutin de l'ouverture de la séance, remplit les fonctions de secrétaire.

Etaient présents :

M. Guillaume GUERIN, M. Bernard THALAMY, M. Gilles BEGOUT, M. Fabien DOUCET, M. Gilles TOULZA, Mme Catherine MAUGUIEN-SICARD, M. Jean-Luc BONNET, M. Gaston CHASSAIN, Mme Emilie RABETEAU, M. Jean-Marie LAGEDAMONT, M. Pascal ROBERT, Mme Sarah GENTIL, M. Philippe JANICOT, Mme Sylvie ROZETTE, M. Vincent LEONIE, M. Claude COMPAIN, Mme Julie LENFANT, Mme Marie-Eve TAYOT, M. François POIRSON, M. Marc BIENVENU, Mme Samia RIFFAUD, M. Alexandre PORTHEAULT, M. Claude BRUNAUD, M. Pascal THEILLET, M. Jean-Yves RIGOUT, M. Vincent JALBY, M. Joël GARESTIER, M. Rémy VIROULAUD, M. Ludovic GERAUDIE, M. Franck DAMAY, Mme Delphine BOULESTEIX, Mme Monique DELPI, M. Sébastien LARCHER, Mme Marie-Claude BODEN, Mme Hélène CUEILLE, Mme Corinne JUST, M. Denis LIMOUSIN, M. Gilbert BERNARD, M. Vincent BROUSSE, M. Michel CUBERTAFOND, M. Olivier DUCOURTIEUX, M. Jamal FATIMI, Mme Amandine JULIEN, Mme Geneviève LEBLANC, Mme Nathalie MEZILLE, M. Thierry MIGUEL, M. Laurent OXOBY, M. Vincent REY, Mme Corinne ROBERT, Mme Sarah TERQUEUX, Mme Gülsen YILDIRIM, Mme Shérazade ZAITER, Mme Pascale ETIENNE, Mme Isabelle NEGRIER CHASSAING, Mme Valérie MILLON, Mme Nadine BURGAUD, Mme Anne-Marie COIGNOUX

Absents excusés avec délégation de pouvoirs :

M. Jacques ROUX donne pouvoirs à M. Alexandre PORTHEAULT
M. Serge ROUX donne pouvoirs à M. Claude COMPAIN
M. Ibrahima DIA donne pouvoirs à M. Vincent JALBY
Mme Martine BOUCHER donne pouvoirs à Mme Monique DELPI
M. Laurent LAFAYE donne pouvoirs à M. Gaston CHASSAIN
Mme Marie LAPLACE donne pouvoirs à M. Gilles BEGOUT
M. Jérémy ELDID donne pouvoirs à M. Jean-Luc BONNET
Mme Isabelle MAURY donne pouvoirs à M. Jean-Marie LAGEDAMONT
Mme Nezha NAJIM donne pouvoirs à M. Guillaume GUERIN
M. Matthieu PARNEIX donne pouvoirs à Mme Amandine JULIEN
M. Philippe PAULIAT-DEFAYE donne pouvoirs à M. Vincent REY
Mme Nadine RIVET donne pouvoirs à M. Rémy VIROULAUD
Mme Patricia VILLARD donne pouvoirs à Mme Sylvie ROZETTE
Mme Rhabira ZIANI BEY donne pouvoirs à Mme Sarah TERQUEUX

Absents :

M. Emile-Roger LOMBERTIE, Mme Isabelle DEBOURG, M. Alain BOURION

L'ORDRE DU JOUR EST

Approbation du projet de révision allégée n°6 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Limoges – Réduction d'un Espace vert d'intérêt paysager (EVIP)
N° 14.6

M. LEONIE Vincent, rapporteur, s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

Par délibération du 2 décembre 2021, le conseil communautaire de Limoges Métropole a prescrit la procédure de révision allégée n°6 du Plan local d'urbanisme (PLU) de Limoges en vue de modifier le règlement graphique et plus précisément de réduire un Espace vert d'intérêt paysager (EVIP).

I. Contexte :

Le PLU de la commune de Limoges a été approuvé par délibération du conseil communautaire du 26 juin 2019, établissant un règlement graphique qui a défini plusieurs zones à urbaniser (zones 1AU). L'objectif est de pouvoir augmenter les espaces à construire en continuité de l'enveloppe urbaine déjà existante et ainsi accueillir une nouvelle population sur le territoire. L'une de ces zones de développement, comprenant la parcelle PP0022, desservie par la rue Éric Tabarly, est concernée par le projet d'évolution du PLU présenté ici. Elle se situe au nord du secteur de Landouge, et constitue tout un ensemble de parcelles, avec certaines d'entre elles déjà urbanisées, formant un aménagement global du secteur.

Le choix de cette zone à urbaniser est stratégique, cette dernière participant pleinement au développement du secteur du Chambeau, et plus généralement de Landouge, qui a fait l'objet ces dernières décennies d'un développement extensif de son urbanisation sous forme de lotissements. Cette zone de développement est encadrée par une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) qui intègre les dispositions portant sur la qualité de l'urbanisation attendue, la typologie de l'habitat et l'intégration des différents modes de déplacement et de préservation ou valorisation du paysage. L'OAP est située en partie au milieu de zones déjà urbanisées, et elle s'inscrit dans une démarche de modération de la consommation de l'espace.

La zone à urbaniser terminera donc l'extension urbaine du secteur sur sa partie nord. La parcelle concernée par la réduction de l'EVIP s'inscrit pleinement dans cette dynamique.

Ces éléments sont explicités dans la note de présentation du dossier de révision allégée annexée à la présente délibération.

II. Procédure :

La révision allégée a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas à l'autorité environnementale. Par décision n° 2024ACNA44 de la Mission régionale de l'autorité environnementale (MRAe), la révision allégée n°6 n'est pas soumise à une évaluation environnementale. Cette décision a été actée par délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2024.

L'arrêt du projet de révision allégée par délibération du conseil communautaire en date du 26 septembre 2024 a tiré le bilan de la concertation qui s'est déroulée du 21 mai 2024 au 21 juin 2024.

Le dossier a ensuite fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint de l'Etat et des Personnes publiques associées (PPA) mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme. Cette réunion d'examen conjoint s'est déroulée le 14 novembre 2024. Les Personnes publiques associées (PPA) ont alors formulé des observations sans émettre d'avis défavorables au projet. Les échanges ont été

retranscrits au sein d'un procès-verbal d'examen conjoint, inséré au sein du dossier d'enquête publique. L'ensemble des avis émis dans le cadre de cette procédure sont retranscrits au sein de la note de présentation, dans la partie « Bilan des consultations et de l'enquête publique ».

Par arrêté en date du 14 février 2025, le Président de Limoges Métropole a prescrit l'ouverture de l'enquête publique, fixant la période d'enquête publique du 10 mars au 27 mars 2025, en conformité avec les dispositions de l'article L153-19 du code de l'urbanisme.

Le procès-verbal d'examen conjoint, recensant les avis PPA a été annexé au dossier d'enquête publique, conformément à l'article R153-12 du Code de l'urbanisme.

III. Avis du commissaire enquêteur

Au cours de l'enquête publique, une observation a été déposée sur le registre d'enquête publique. Elle émanait de la propriétaire du terrain et concernait la dimension de l'EVIP à l'issue de l'évolution du document. Des réponses ont été formulées à l'occasion du mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur.

Au vu des documents mis à disposition du commissaire enquêteur, du bon déroulement de l'enquête publique, des avis émis par les PPA et des éléments de réponses fournis par Limoges Métropole, le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet de révision allégée du PLU.

A ce stade, il convient que le conseil communautaire se prononce quant à l'approbation de cette révision allégée n°6 du PLU de la commune de Limoges, conformément à l'article L.153-21 du Code de l'urbanisme.

La délibération motivée d'approbation du conseil communautaire sera ensuite transmise au Préfet de la Haute-Vienne et fera l'objet des mesures de publicité légalement requises.

La présente délibération fera, conformément à l'article R153-20 du Code de l'urbanisme, l'objet d'un affichage pendant 1 mois en mairie et au siège de Limoges Métropole.

Le conseil communautaire décide :

- d'approuver la révision allégée n°6 du PLU de la commune de Limoges,
- d'autoriser le Président à signer tout document afférant à la révision allégée n°6 du PLU de Limoges.

ADOpte A L'UNANIMITE

POUR EXTRAIT CONFORME
Guillaume GUERIN
Président de Limoges Métropole

Pour le Président
Par délégation,
Le Directeur Général des Services
Sylvain ROQUES